



## LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: MARDI 19 JUILLET 2016

Mardi matin, deux sessions sur l'évaluation nationale volontaire (ENV) ont eu lieu à la réunion 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). L'après-midi, une déclaration spéciale du Secrétaire général des Nations unies (SGNU) Ban Ki-moon, a été suivie par une autre session sur les ENV et par le débat général.

### L'ÉVALUATION NATIONALE VOLONTAIRE I

Cette session a été présidée par Sven Jürgenson, représentant permanent de l'Estonie auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social (ECOSOC), et modérée par Robert Glasser, représentant spécial du SGNU chargé de la réduction des risques de catastrophe.

Présentant l'ENV du Mexique, Francisco Guzmán Ortiz, cabinet présidentiel, a déclaré que son pays: a créé un comité technique spécialisé chargé du suivi de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD); a créé une plateforme nationale en ligne pour le partage des bonnes pratiques, des politiques et des avancées technologiques; et prévoit de créer une commission de haut niveau chargée de la réalisation des ODD, dirigée par le Président et englobant le milieu universitaire et la société civile.

Mohamed El Ouafa, ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance, Maroc, a déclaré que son pays a mené plusieurs consultations sur le Programme de développement durable d'ici 2030, et a décrit: le plan national pour le développement industriel; Plan Maroc Vert; le programme d'énergie renouvelable; la stratégie de tourisme vert à l'horizon 2030; le projet d'égalité des sexes; et le programme de logement et d'aide économique.

Manuel Sager, Coopération suisse au développement, Suisse, a mis en exergue cinq éléments du plan d'action de la Suisse: engagement au niveau politique le plus élevé; partenariats entre les différents niveaux de gouvernements et avec les parties prenantes; la cohérence et la coordination; un système de contrôle du développement durable; et la mobilisation des ressources et de l'aide internationale. Présentant les vues du secteur privé, Sabine Döbeli, Finance durable suisse, a déclaré que le plan d'action se concentre davantage sur les risques que sur les opportunités, et que le système de suivi devrait rendre compte de l'empreinte globale de la Suisse.

Milorad Šćepanović, ministère des affaires étrangères, Monténégro, a souligné l'importance du partage des bonnes pratiques et a appelé le système des Nations Unies à fournir son aide de manière intégrée. Jelena Knezevic, ministère du

développement durable et du tourisme, Monténégro, a mis en exergue: le processus de planification et de consultation politique pour la réalisation des ODD; une approche par étape de l'intégration des indicateurs des ODD dans les systèmes de suivi nationaux; et les étapes du processus d'évaluation d'avant 2030.

Qualifiant les pertes de recettes intérieures du pays et son rétablissement post-Ebola, de défis majeurs, Patrick Saidu Conteh, ministre d'État II, ministère des finances et du développement économique de la Sierra Leone, a déclaré que le pays: a publié une version simplifiée des ODD; s'est engagé dans des activités de sensibilisation; a aligné son programme pour la prospérité et le budget national sur les ODD; et a rédigé des indicateurs spécifiques au pays.

Glosser a résumé les principaux points des exposés présentés, dont la nécessité de: modifier les processus économiques et de planification du développement nationaux existants; engager les différents départements gouvernementaux et une expertise technique plus large; élaborer des indicateurs et procéder à la collecte des données; assurer un leadership de haut niveau; prendre en ligne de compte les niveaux mondial, régional, sous-régional, national et local; et impliquer les parties prenantes.

La commentatrice experte, Rachel Kyte, représentante spéciale du SGNU, chargée de l'énergie durable pour tous, a souligné l'importance: de l'intégration des ODD dans les processus de planification existants; de se doter d'institutions fortes; de l'inclusivité; et de l'équité intergénérationnelle.

La commentatrice Sandra Andovska, ex-République yougoslave de Macédoine, a souhaité en savoir davantage sur la façon dont les pays présentant leurs ENV envisagent l'intégration des jeunes, du secteur privé et des groupes fragiles dans le processus de réalisation national des ODD.

Ortiz a souligné l'importance d'une implication de haut niveau dans la réalisation des ODD. El Ouafa a souligné la nécessité de larges consultations avec les jeunes. Sager a donné un aperçu à la fois du leadership ascendant et du leadership descendant qui intègre les jeunes et le secteur privé. Šćepanović a parlé de la démarche du Monténégro, fondée sur les droits humains. Conteh s'est déclaré d'avis que les jeunes doivent être impliqués dans le processus de développement.

De la salle, l'AUTRICHE a souhaité en apprendre davantage sur la façon dont les pays envisagent leur interaction avec les parlements. Un représentant des personnes handicapées a demandé à être édifié sur les mesures prises par les gouvernements pour lutter contre les violations des droits humains.

Ortiz a parlé de la participation intime du Parlement mexicain dans le processus du développement durable à travers, notamment, le budget national. El Ouafa a déclaré qu'au Maroc, le processus de formulation des politiques s'est déroulé de

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

manière inclusive, ayant impliqué plus de 7000 participants et généré plus de 140 recommandations. Sager a déclaré que la stratégie suisse de coopération au développement pour 2017-2020 est fondée sur le Programme de développement durable d'ici 2030. Šćepanović a indiqué que la démarche du Monténégro au développement durable est fondée sur les droits de l'homme. Conteh a souligné le rôle du Parlement dans la sensibilisation et la conscientisation.

### **L'ÉVALUATION NATIONALE VOLONTAIRE 2**

Cette session a été présidée par Frederick Musiwa Makamure Shava, représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'ONU et vice président de l'ECOSOC, et modérée par Geraldine Fraser-Moleketi, Banque africaine de développement.

Soulignant que le FPHN devrait être utilisé pour le partage de bonnes pratiques et de critiques constructives, Erna Solberg, Premier ministre de la Norvège, a souligné: que chaque ministère est en train d'analyser les ODD et les objectifs intermédiaires dans le domaine relevant de sa responsabilité; l'état d'avancement des communications annuelles; les efforts visant à assurer une éducation de qualité pour tous; et la participation des peuples autochtones et de la société civile en tant qu'éléments clés de la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 de la Norvège. Parlant au nom de la société civile norvégienne, Martin Østerdal, Conseil norvégien chargé des Enfants et des Jeunes, a déclaré que les ODD ne sont réalisables que si les gouvernements se tiennent avec la société civile, au lieu de l'opprimer.

Herilanto Raveloharison, ministre de l'économie et de la planification, Madagascar, a souligné: la mise en place d'un cadre institutionnel pour la réalisation des ODD; la tenue de deux consultations nationales; l'entreprise d'initiatives directes visant à atteindre l'équité et la non-exclusion et englobant une politique de protection sociale; et les efforts visant à élaborer une stratégie nationale de mobilisation des ressources et à intégrer une comptabilité du capital naturel dans la planification nationale.

David Zalkaliani, premier vice-ministre des affaires étrangères, Géorgie, a parlé d'un Groupe de travail technique conjoint pour les ODD, regroupant des experts des ministères de tutelle et de l'Office national des statistiques; l'octroi d'une priorité à 14 ODD; et l'intégration des ODD dans le plan de travail annuel du gouvernement.

Halit Çevik, représentant permanent de la Turquie auprès de l'ONU, a décrit: les efforts fournis pour l'intégration des ODD dans le 11e Plan de développement national qui sera émis prochainement; le plan de renforcement de la Commission de coordination du développement durable et l'actualisation des indicateurs existants; et le rôle émergent de la Turquie en tant que donateur de la coopération au développement, avec la fourniture de 0,54% du son RNB pour l'ADP en 2015.

Fraser-Moleketi a parlé d'innovations introduites dans les communications, tels que le partage de l'établissement des rapports par les gouvernements et les parties prenantes, et a encouragé la pleine intégration et "institutionnalisation" des ODD.

Le commentateur Thoriq Ibrahim, ministre de l'environnement et de l'énergie, Maldives, a souligné la nécessité de localiser les ODD et a déclaré que la priorisation ne porte préjudice ni à l'universalité ni à l'indivisibilité des objectifs.

Solberg a déclaré que la lutte contre le "marché noir" pourrait fournir des ressources pour la mise en œuvre. Raveloharison a souligné la nécessité d'une croissance inclusive permettant d'éviter le déclenchement de crises. Zalkaliani a indiqué que les structures de coordination jouent un rôle important dans l'intégration des ODD dans le travail gouvernemental. Çevik a déclaré que les ODD fournissent une vision de la manière d'orienter les plans quinquennaux de son pays.

L'ARGENTINE a demandé à être édifée sur le coût de la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES, parlant au nom des grands groupes et autres parties prenantes (GGPP), a demandé: à la Norvège, les efforts du pays visant à assurer des niveaux de consommation durables; à Madagascar, les plans du pays pour la garantie de l'emploi décent et du socle de protection sociale; et à la Géorgie et à la Turquie, les mesures prises par le pays dans le domaine de l'égalité entre les sexes. Il a également recommandé: l'établissement d'un partenariat avec l'ensemble des GGPP pour la conduite des évaluations nationales; l'entreprise d'au moins trois évaluations au cours des 15 prochaines années; et le recours aux mécanismes idoines de l'ONU, tels que les organismes des droits de l'homme, pour la concrétisation des ODD. L'Union interparlementaire a souligné le rôle croissant des partenariats dans le processus de suivi de la réalisation des ODD.

Çevik a parlé du plan d'action de son pays pour l'égalité des sexes, et, en conclusion, a souligné la nécessité de l'inclusion et de la mobilisation de plus de ressources. Zalkaliani a indiqué que le Plan d'action du pays pour les droits de l'Homme au titre de 2016-2017 traite de l'égalité des sexes, et a souligné l'importance de la coopération avec l'ONU. Raveloharison a qualifié l'augmentation des niveaux d'emploi de priorité, a parlé des mesures prises dans ce domaine et a appelé à un partenariat mondial plus responsable. Solberg a souligné les efforts fournis pour résoudre le problème des déchets alimentaires à travers la promulgation de lois et la création d'incitations, et a qualifié les ODD, de riposte aux grands défis de notre temps.

### **ALLOCUTION SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Le SGNU, Ban Ki-moon, a présenté les principaux messages du premier rapport d'étape sur les ODD; a appelé à une participation active aux travaux du FPHN; a qualifié l'ENV d'élément clé du FPHN; a promis le plein appui de l'ONU dans le processus de réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030; et a souligné la nécessité d'améliorer la qualité de l'APD. Il a appelé les États membres à ratifier l'Accord de Paris, et "l'engagement à ne jamais connaître de répit" avant qu'un monde de paix, de dignité et d'opportunité pour tous, soit atteint.

### **L'ÉVALUATION NATIONALE VOLONTAIRE 3**

Cette session a été présidée par Héctor Alejandro Palma Cerna, vice-représentant permanent du Honduras auprès de l'ONU et vice président de l'ECOSOC. Elle a été modérée par Babatunde Osotimehin, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population.

Kimmo Tiilikainen, ministre de l'agriculture et de l'environnement, Finlande, a déclaré que le Secrétariat de la coordination du développement durable du pays est géré par le cabinet du premier ministre, et que la stratégie de développement et la politique de développement durable ont été actualisées en 2016 et alignées sur le Programme de développement durable d'ici 2030. Rilli Lappalainen, plate-forme finlandaise des ONGD auprès de l'UE, Kehys, a signalé que l'ENV ne mentionne pas le niveau de l'APD de la Finlande.

Sili Epa Tuioti, ministre des finances, Samoa, a déclaré que le pays a mené une évaluation consultative de sa stratégie de développement de 2012-2016 par rapport aux ODD, dont le résultat constitue la base de sa stratégie de développement de 2016 à 2020, et qu'il a produit des indicateurs nationaux.

Matia Kasajja, ministre des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda, a déclaré que le deuxième plan de développement de l'Ouganda se concentrera sur les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des minéraux, et a mis en exergue la promulgation d'une nouvelle législation visant à attirer les investissements privés.

Thomas Silberhorn, ministère de la coopération et du développement économiques, Allemagne, a souligné: la prise en compte de tous les aspects des ODD et la comptabilisation

des impacts des mesures prises au-delà des frontières nationales. Rita Schwarzelühr-Sutter, ministre de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire, Allemagne, a parlé d'un certain nombre de stratégies visant à réduire l'empreinte écologique de l'Allemagne, y compris les stratégies nationales pour la biodiversité et la consommation durable. Ansgar Klinger, Union allemande pour l'éducation, a appelé à des options structurées et contraignantes pour la participation des parties prenantes dans le Programme de développement durable d'ici 2030.

La commentatrice experte, Marianne Beisheim, Institut allemand des affaires internationales et de la sécurité, a exhorté les États Membres à envisager, pour les ENV, un format encourageant l'apprentissage, et a posé des questions sur le choix des instruments de mise en œuvre; le soutien de la riposte aux défis systémiques, tels que le changement climatique; et les questions du suivi et de l'aide.

La commentatrice Ana María Baiardi, ministre de la Femme, Paraguay, a souhaité être édifiée sur la façon dont les pays sont en train de garantir une large participation et l'intégration de la perspective sexo-spécifique dans l'ensemble des 17 objectifs. Le commentateur Morten Jespersen, sous-secrétaire d'État pour le développement et la coopération internationale, Danemark, a souhaité savoir comment les pays pourraient soutenir l'appropriation du Programme de développement durable d'ici 2030; éviter la négligence de certains ODD tout en donnant la priorité à d'autres; et localiser les Objectifs.

De la salle, le QATAR a décrit les efforts nationaux visant à intégrer et à réaliser les ODD. Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a souhaité en apprendre davantage sur la façon dont Samoa est en train d'assurer la cohérence entre la SAMOA Pathway et le Programme de développement durable d'ici 2030. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES, parlant au nom de tous les GGPP a demandé: à l'Allemagne et à la Finlande, des éclaircissements à propos de la réduction des inégalités; à la Finlande, des détails concernant la réduction de l'empreinte écologique nationale; à l'Ouganda et à Samoa, des éléments concernant la participation de la société civile; et à Samoa, des renseignements sur l'équilibre entre les trois piliers du développement durable.

En réponse aux questions, Tillikainen a énuméré les efforts fournis pour la réalisation de l'économie circulaire et de la bio-économie en tant que moyens de réduire l'empreinte écologique nationale. Epa Tuioti a souligné le rôle clé de la société civile dans le processus de planification et de mise en œuvre du développement du pays; les défis auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID); et l'importance de l'appropriation. Kasaija a souligné, entre autres, l'évaluation à mi-parcours de l'état d'avancement des travaux et la communication annuelle nationale sur la performance en matière de suivi des progrès accomplis et la consultation des parties prenantes, à travers la tenue d'une table ronde présidentielle.

Silberhorn a souligné, entre autres, la nécessité, pour le secteur public, de donner l'exemple pour ce qui concerne l'autonomisation des femmes et des filles, et a qualifié la coopération multipartite de "défi permanent".

Pour clore, le modérateur Osofimehin a souligné l'importance: de l'universalité, des droits de l'homme, de la collecte et analyse des données, de l'équité, de l'intégration, de l'égalité des sexes et des partenariats, comme autant de questions clés à prendre en ligne de compte.

## LE DÉBAT GÉNÉRAL

La vice-présidente de l'ECOSOC, Shava, a présidé cette session.

Présentant le rapport du SGNU sur "La mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015: passer du stade des engagements à celui des résultats" (E/2016/64), Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a souligné que le rapport analyse les mesures

visant à garantir une base solide pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 et qu'il focalise sur la manière de concevoir des stratégies et politiques nationales de développement durable. Wu a également abordé la note du SGNU sur l'infrastructure pour le développement durable (E/2016/70), mettant en relief sa recommandation aux décideurs politiques que les investissements dans la politique infrastructurelle soient intégrés, éclairés sur les risques et inclusifs, et clairs sur les rôles différents attribués au système des Nations Unies dans l'aide à garantir une infrastructure résiliente.

Présentant le rapport de la Commission de la politique de développement (CPD) (E/2016/33), José Antonio Ocampo, président de la CPD, a appelé: au soutien des pays les moins avancés (PMA) à travers, notamment, un accès préférentiel continu aux marchés et une aide ciblée au commerce; au renforcement de la coopération fiscale afin que les investisseurs étrangers contribuent aux recettes fiscales; et à l'établissement d'une distinction entre l'APD et le total de l'aide publique au développement durable.

Des déclarations des États membres et des parties prenantes ont suivi.

Le représentant permanent des États-Unis auprès de l'ONU a identifié trois domaines clés permettant d'avancer dans la réalisation des ODD: l'exploitation des données pour le suivi des progrès et l'amélioration des politiques publiques; mettre les projecteurs sur les lacunes constatées dans le processus de réalisation des ODD; et impliquer des ressources et innovations au-delà de celles gouvernementales.

Le ministre des affaires étrangères de la République tchèque a déclaré que son pays mettrait l'accent sur la dimension sociale de la politique étrangère à travers, notamment, l'intégration du thème "Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière" dans sa stratégie de coopération au développement.

Le vice-ministre des affaires étrangères de la Chine, a souligné, entre autres, les efforts mondiaux communs; les approches centrées sur l'être humain; et l'octroi d'une priorité à l'éradication de la pauvreté.

Le ministre de l'agriculture et de l'environnement de la Finlande, a souligné que l'ODD 12 (passage à des modes de consommation et production responsables) et la lutte contre le changement climatique figurent parmi les priorités nationales, et a appelé des processus efficaces de suivi et d'évaluation pour le Programme de développement durable d'ici 2030.

Le ministre de l'administration publique de la Suède, a décrit un comité national multipartite pour le soutien de la mise en œuvre des ODD. La ministre de la Femme, Paraguay, a présenté le nouveau plan national de développement pour la période d'ici à 2030. Le ministre de l'économie de l'Afghanistan a souligné la nécessité d'accorder une attention particulière aux problèmes de développement de son pays. Le ministre de la coopération internationale, Égypte, a déclaré que les membres de la communauté internationale doivent œuvrer ensemble pour lutter contre la propagation du terrorisme dans le monde entier. Le ministre des finances et de la planification du développement du Libéria, a déclaré que les gains modestes obtenus du processus de réalisation des OMD ont motivé son pays à jouer un rôle actif dans l'élaboration et la réalisation des ODD.

Le ministre de l'environnement, du développement durable et de la gestion des catastrophes et des plages, Île Maurice, a déclaré que le pays est "victime de la réussite" de son passage d'un PMA à un pays à revenu intermédiaire supérieur (PRI), vu qu'il n'est plus, désormais, qualifié pour bon nombre de sources de l'APD.

Le ministre de l'économie forestière, du développement durable et de l'environnement, République du Congo, a souligné: le prochain programme de développement du pays au titre de 2017 à 2021; les progrès accomplis dans la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme; et les efforts fournis dans le domaine du reboisement.



Le ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica, a parlé de la création d'un conseil de haut niveau chargé de la réalisation des ODD dans son pays, et de travaux en cours pour la détermination d'une stratégie de mise en œuvre nationale à court terme. Parlant en sa qualité de Président de la deuxième session de l'Assemblée de l'ONU pour l'environnement (UNEA-2) du Programme des Nations Unies pour l'environnement, il a déclaré que l'adoption de 25 résolutions à l'UNEA-2 en mai dernier a fourni un mandat renouvelé pour la réalisation de la dimension environnementale des ODD.

Le ministre de la planification de la République démocratique du Congo (RDC) a parlé de la stratégie nationale à long terme du pays pour le développement, qui vise à voir la RDC devenir un PRI en 2021, une économie émergente d'ici 2030 et une économie de la connaissance en 2050.

Le vice-ministre des affaires multilatérales et internationales, République de Corée, a parlé d'une augmentation des inégalités mondiales et des conflits prolongés comme étant des défis majeurs à l'ambition consistant à ne laisser personne derrière; et a mis en relief, entre autres initiatives, le prélèvement d'une taxe sur les billets d'avion, qui contribue à l'alimentation d'un fonds mondial pour l'radication de la pauvreté.

Le vice-ministre des affaires étrangères et de la Coopération internationale, Espagne, a déclaré qu'une commission interministérielle coordonnera les politiques de développement durable dans son pays.

Le vice-ministre de l'économie et de la planification, Arabie Saoudite, a parlé de la détermination des étapes préliminaires à entreprendre pour la réalisation des ODD, y compris: le lancement de la Vision 2030 et du Programme de transition d'ici à 2020; la recherche d'un corps de suivi; et l'élaboration d'indicateurs pour le suivi des accomplissements.

Le sous-ministre des affaires étrangères, Fédération de Russie, a parlé d'une augmentation de l'aide accordée par son pays aux pays en développement et a déclaré que les préparatifs pour le suivi des ODD sont en cours.

Le vice-ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon, a déclaré qu'un "Quartier général de la promotion des ODD" est mis en place sous la direction du Premier ministre, et que les responsables y sont en train de formuler les principes devant guider la mise en œuvre.

Le vice-président, NITI Aayog Gouvernement de l'Inde, a déclaré que les ODD sont déjà reflétés dans les politiques existantes, et en résonance avec les buts, objectifs et vision du gouvernement.

Le Directeur général des affaires internationales, de l'environnement et du développement durable, ministère des affaires étrangères de l'Iran, a déclaré que les principes convenus d'appropriation nationale et de responsabilités communes mais différenciées doivent rester la pierre angulaire du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le conseiller principal, ministère des affaires étrangères et du commerce, Nouvelle-Zélande, a déclaré que son pays continuera son leadership dans les domaines: de l'élimination des subventions inefficaces accordées aux pêcheries et aux combustibles fossiles; de la promotion de mécanismes commerciaux fondés sur des règles ouvertes; et du plaidoyer en faveur des PEID.

Le ministre d'État des finances et du développement de l'Éthiopie, a déclaré que les ODD ont été intégrées dans le plan de croissance et de transformation du pays, en 2015.

Le Secrétaire permanent, Cabinet présidentiel de la Zambie, a déclaré que le pays est actuellement en train de mettre en place son septième plan national de développement, qui établira les bases de la concrétisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

L'ambassadeur du ministère des affaires étrangères de la Serbie, a parlé d'un groupe de travail interministériel dirigé par le vice-premier ministre, en charge de la nationalisation des ODD.

L'adjoint principal spécial du Président, chargé des ODD, Nigeria, a souligné la nécessité d'un soutien international pour la conduite de la mobilisation des ressources.

Le directeur général de la Commission nationale de planification du développement du Ghana, a parlé des processus nationaux visant à livrer à la fois les Programme de développement durable d'ici 2030 et d'ici 2063, de manière cohérente et solide.

Le directeur général adjoint des affaires économiques et financières internationales, ministère des affaires étrangères de l'Algérie, a déclaré que le capital humain est au centre de la politique de développement de son pays.

Le conseiller auprès du ministère des affaires étrangères de l'Irak, a parlé des efforts fournis par son pays dans le domaine de la réforme sociale, des problèmes causés par le terrorisme et de l'impact de la baisse du prix du pétrole.

Le commissaire général au développement durable, France, a appelé à une action intégrée entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et l'Accord de Paris.

Le représentant permanent de la Belgique auprès de l'ONU a appelé: à l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables; à l'aide des pays fragiles et des PMA; au traitement des synergies entre les ODD; et à des partenariats. Le représentant permanent des Seychelles auprès de l'ONU a déclaré que l'élaboration d'un indice de pauvreté multidimensionnel constituerait une étape importante dans la lutte contre la pauvreté.

L'ambassadeur d'Israël aux îles des Caraïbes, de la Communauté des Caraïbes et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales a souligné l'intégration d'une perspective sexo-spécifique dans le budget étatique du pays. Le représentant permanent de Palau à l'ONU a parlé de la protection de 80% de sa zone économique exclusive du pays, en tant que point d'entrée à la réalisation des ODD.

L'Union internationale des télécommunications a souligné la nécessité de réaliser l'accès universel et abordable à l'Internet pour atteindre les ODD. L'Association internationale des Conseils économiques et sociaux a mis l'accent sur: la lutte contre la corruption; la promotion de la bonne gouvernance; et l'identification de ressources supplémentaires, comme comptant parmi les questions sur lesquelles l'ECOSOC devrait se pencher.

### **DANS LES COULOIRS**

Mardi a été une journée "historique" pour le FPHN - 13 pays, comprenant les PMA, les PEID, les PRI et les pays à revenu élevé, ont présenté pour la première fois, leurs ENV. Un délégué vétéran a déclaré qu'il était "satisfaisant" de voir le processus refléter sa forme universelle, les pays développés ayant admis qu'eux aussi ont des problèmes. Le représentant d'une ONG a été plus sceptique, qualifiant les exposés présentés de "thérapie de canapé", sans format commun et sans examen minimal. Les ODD doivent être priorités par les pays en fonction des circonstances nationales - et un délégué a admis que si l'un ou l'autre est une priorité nationale, il y a des chances que les gouvernements nationaux soient déjà en train de s'en occuper. Personne n'a sans doute été surpris que plus d'un pays ait déclaré être en train de travailler sur les ODD, des années avant leur adoption. Un représentant des ONG a espéré que ces séances de thérapie "changent les mentalités au sujet de la durabilité".

Le numéro final du Earth Negotiation Bulletin sur la synthèse et l'analyse de cette réunion du FPHN sera disponible en ligne dès samedi 23 juillet 2016 à l'adresse <http://www.iisd.ca/hlpf/2016/>